

Notice explicative Collecte 2010 - FONGECIF PAYS DE LA LOIRE

“Un pourcentage compris entre 5% et 13% de vos contributions légales CIF-CDI et CIF-CDD sera reversé par l'intermédiaire du FONGECIF au Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, par application de l'article 18 de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie. Ce pourcentage est fixé annuellement par arrêté ministériel.”

CADRE 1 - RENSEIGNEMENTS DE L'ENTREPRISE - EFFECTIF NATIONAL MOYEN 2009

Si votre effectif moyen National est supérieur ou égal à 20 salariés

☞ Vous êtes redevables d'une contribution calculée sur la masse salariale des contrats CDI+CDD (= contribution Congé Individuel de Formation = 'CIF') et d'une contribution calculée sur la base de la masse salariale des contrats CDD uniquement (= contribution '1% CDD').

Si votre effectif moyen National est inférieur à 20 salariés

☞ Vous êtes redevables de la seule contribution calculée sur la base de la masse salariale des contrats CDD (= contribution '1% CDD').

L'effectif de l'entreprise calculé au 31 décembre 2009, tous établissements confondus, est égal à la moyenne des effectifs déterminés chaque mois de l'année civile.

☞ Pour la détermination des effectifs du mois, il est tenu compte des salariés titulaires d'un contrat de travail le dernier jour de chaque mois, y compris les salariés absents, conformément aux dispositions des articles L. 1111-2, L. 1111-3 et L. 1251-54 du code du travail. Pour une entreprise créée en cours d'année, l'effectif est apprécié à la date de sa création. Au titre de l'année suivante, l'effectif de cette entreprise est apprécié dans les conditions définies ci-avant, en fonction de la moyenne des effectifs de chacun des mois d'existence de la première année. Pour la détermination de la moyenne mentionnée précédemment, les mois au cours desquels aucun salarié n'est employé ne sont pas pris en compte.

☞ Les salariés titulaires d'un CDI à temps plein et les travailleurs à domicile sont pris intégralement en compte

☞ Les salariés titulaires d'un CDD, les salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent, les salariés temporaires, les salariés mis à disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure, qui sont présents dans l'entreprise utilisatrice et y travaillent depuis au moins un an sont pris en compte à due proportion de leur temps de présence au cours des douze mois précédents.

☞ Les salariés à temps partiel, quelle que soit la nature de leur contrat de travail, sont pris en compte en divisant la somme totale des horaires inscrits dans leurs contrats de travail par la durée légale ou la durée conventionnelle du travail.

☞ Rentrent dans ce calcul tous les salariés en contrats CDI et CDD, sauf les salariés en contrats de professionnalisation (non comptabilisés pendant la durée du contrat si le contrat est conclu à durée déterminée, ou pendant la durée de l'action de professionnalisation s'il s'agit d'un CDI), en contrats initiative emploi (CIE) (non comptabilisés pendant la durée de la convention prévue à l'article L. 5134-66), en contrats insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA) (non comptabilisés pendant la durée de la convention visée à l'article L.5134-75 du code du travail), en contrats d'apprentissage, en contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), en contrats d'avenir. Les CDD, les salariés mis à disposition par une entreprise extérieure, y compris les salariés temporaires sont exclus du décompte de l'effectif lorsqu'ils remplacent un salarié absent ou dont le contrat de travail est suspendu. (la liste est exhaustive).

☞ Ce calcul doit être précis pour les entreprises avoisinant le seuil de 20 salariés. Si vous en êtes éloignés, indiquez votre effectif au 31/12/2009.

MOTIFS DE NON VERSEMENT

☞ Si vous n'êtes redevables d'aucune contribution (motif à préciser dans ce cadre), vous n'êtes libérés de vos obligations qu'après nous avoir retourné le présent bordereau signé et complété de cadre 1 ainsi que, pour les entreprises de 10 salariés et plus, l'année de franchissement du seuil de 10 salariés et, le cas échéant, celui du seuil de 20.

suite au verso

Notice explicative Collecte 2010 - FONGECIF PAYS DE LA LOIRE

CADRE 2 A - DETERMINATION DE LA CONTRIBUTION CIF

- ⇒ La contribution 'CIF' est calculée sur la base des masses salariales 2009 des CDI et CDD (Brut URSSAF Déclaration Annuelle Des Salaires) des établissements et sièges situés en région Pays de la Loire (départements : 44-49-53-72-85).
- ⇒ Rentrent dans l'assiette de contribution CIF : **la masse salariale de tous les contrats de travail CDI et CDD** (pour les contrats d'apprentissage, voir articles L.6243-2 et D.6243-5 du code du travail)
- ⇒ Les entreprises du BTP (exclusivement) qui cotisent à la caisse des congés payés doivent majorer leur masse salariale de 13,14% au titre des indemnités de congés payés.

⇒ Le taux de droit commun applicable est de **0,20%** pour la contribution 'CIF'

⇒ Néanmoins, si vous avez franchi les seuils de 10 et/ou 20 salariés au cours des dernières années, vous êtes susceptibles de bénéficier d'un lissage de votre taux de contribution. Veuillez consulter le tableau ci-dessous.

⇒ Si votre effectif fluctue autour des seuils d'exonération ou de réduction, notez que seule l'année de franchissement **pour la première fois** du seuil de 10 ou de 20 salariés est prise en compte

⇒ L'effet de lissage ne s'applique pas aux entreprises nouvelles qui emploient dès leur première année d'activité, plus de 10 ou de 20 salariés.

⇒ Les dispositions relatives aux franchissements des seuils de 10 et/ou de 20 salariés ne sont pas applicables lorsque l'accroissement de l'effectif résulte de la reprise ou de l'absorption d'une entreprise ayant employé 10 salariés ou plus au cours de l'une des trois années précédentes.

ATTENTION: Ce principe n'ayant pas été repris dans la loi de modernisation de l'économie, les entreprises qui atteignent ou franchissent en 2008 ou 2009 le seuil de 20 salariés, suite à une reprise ou une absorption, bénéficient du dispositif de lissage.

⇒ **ATTENTION : La somme obtenue doit être arrondie à l'euro le plus proche selon le principe de l'arrondi fiscal - NE PAS INSCRIRE LES CENTIMES**

Le taux de contribution sera de 0,20% dans les situations autres que celles envisagées ci après.

		Puis le seuil de 20 salariés pour la première fois	en 2005	en 2006	en 2007	en 2008	en 2009	OU	Franchissement du seuil de 20 salariés	
									avant 2008	0,20%
vous avez atteint ou franchi le seuil de 10 salariés pour la première fois	avant 2003	→	0,20%	0,20%	0,20%	Exo	Exo		avant 2008	0,20%
	en 2003	→	0,15%	0,15%	0,15%	Exo	Exo		en 2008	Exonération
	en 2004	→	0,10%	0,10%	0,10%	Exo	Exo		en 2009	Exonération
	après 2004	→	Exonération							

CADRE 2 B - DETERMINATION DE LA CONTRIBUTION CIF- CDD

⇒ La contribution '1% CDD' est calculée uniquement sur la base de la masse salariale 2009 des CDD (Brut URSSAF Déclaration Annuelle Des Salaires) des établissements et sièges situés en région Pays de la Loire (départements : 44-49-53-72-85)

⇒ Rentrent dans l'assiette de contribution : la masse salariale des contrats à durée déterminée, **sauf** : les contrats à durée déterminée qui se sont poursuivis en CDI, les contrats de professionnalisation, les contrats d'apprentissage, les contrats d'accompagnement dans l'emploi, les contrats d'avenir, les contrats conclus avec des jeunes au cours de leur cursus scolaire ou universitaire, et les contrats visés à l'article L. 6321-13 du code du travail (lorsqu'un employeur s'engage à reconduire le contrat d'un salarié occupant un emploi à caractère saisonnier pour la saison suivante, un CDD peut être conclu sur le fondement de l'article L.1242-3 pour permettre au salarié de participer à une action de formation prévue au plan de formation de l'entreprise).

⇒ Les entreprises du BTP (exclusivement) qui cotisent à la caisse des congés payés doivent majorer leur masse salariale de 13,14% au titre des indemnités de congés payés

⇒ Le taux de droit commun applicable est de **1%** pour la contribution 'CDD 1%'.

⇒ Vous êtes redevables de la contribution '1% CDD' dès le premier contrat CDD, même si vous n'atteignez pas le seuil des 20 salariés requis pour la contribution 'CIF'.

⇒ Si un contrat CDD soumis à la contribution '1% CDD' de 2009 est transformé en CDI en 2010, sans interruption entre les 2 contrats, vous pouvez demander le remboursement correspondant à ce contrat par courrier accompagné de la photocopie du / des contrats CDD et CDI et d'une demande chiffrée ainsi que votre RIB, ce dans les 6 mois après la date de signature du CDI (articles L.6322-39 et D.6322-30 du code du travail).

CADRE 3 - ENTREPRISE BENEFICIANT D'UNE DEROGATION DE VERSEMENT EN UN LIEU UNIQUE

⇒ Vous devez impérativement retourner le tableau de répartition par région ci-joint, précisant les effectifs et les masses salariales CDI et CDD des différents établissements. Nous reverserons alors la quote-part due à chaque Fongecif concerné.

CADRE 4 - CONTRIBUTION TOTALE A VERSER

Effectuez 1 seul règlement par bordereau de cotisation

Si vous réglez par chèque, libellez-le à l'ordre de : FONGECIF PAYS DE LA LOIRE

Glissez le chèque, sans l'agrafer et sans talon de correspondance, dans l'enveloppe réponse ci-jointe, avec l'original du bordereau.